

**Débat national sur l'avenir de l'école
LISA, Samedi 13 décembre 2003**

Les deux débats se sont déroulés de 9 h à 11h45, en présence de Mme la Proviseure-adjointe et de M. le Proviseur, de quatre parents d'élèves, d'une élève, de deux animateurs et de douze enseignants.

Premier débat : Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

L'animateur, J. C. MENARD, propose d'emblée deux axes de réflexion : la nécessité de prendre en compte la « chaîne de la co-éducation » ; celle aussi de favoriser l'éducation globale du jeune pendant son temps social – y compris ses activités post- et péri-scolaires –, en redonnant aux parents, qui sont les éducateurs principaux, un rôle central.

I. UN DOUBLE CONSTAT : LA DIFFICULTE DU METIER DE PARENT ; LE CLIMAT DE CONFUSION

a) la difficulté du métier de parent

Les participants ont commencé par s'interroger sur le rôle aujourd'hui dévolu aux **parents**. Une enseignante livre une anecdote, confiant son étonnement face à un père d'élève lui ayant dit qu'on demandait aujourd'hui trop aux parents, exigence nouvelle à ses yeux. L'animateur suggère une explication, le passage d'une société rurale, villageoise, où toute la communauté prenait l'enfant en charge, à une société urbaine. Un enseignant rappelle la nécessité d'actualiser le propos, l'époque rurale invoquée datant de 1920. L'enseignant, poursuit-il, ne peut être tout à la fois : déjà investi d'une tâche de transmission d'un patrimoine culturel, chargé d'acheminer l'élève vers un jugement critique, il ne peut prendre en charge tous les problèmes de passage à l'adolescence. Comment expliquer la défaillance actuelle des parents ? Le décalage entre les parents, marginalisés par l'évolution constante du savoir, et leurs enfants, n'explique pas tout : il ne date pas d'aujourd'hui et n'empêchait pas, auparavant, les parents de contribuer puissamment à l'éducation. Tout vient d'un climat, peu propice à la réussite de l'enfant, des situations se multipliant où les conditions ne sont pas remplies pour créer un climat de réussite, de curiosité, d'effervescence intellectuelle. L'élève ne dispose pas suffisamment à la maison d'un « espace-temps de réussite » : chambres envahies par la télévision, les jeux vidéos, etc. L'animateur fait alors remarquer que cela ne se joue pas uniquement dans la relation parent-école. Ce qui est en cause véritablement, souligne une enseignante, est la relation entre parents et jeunes adolescents, regrettant que les parents ne soient pas aux côtés des enseignants, pour les épauler. Plusieurs intervenants ont souligné la difficulté à prendre en charge l'adolescence, ont confié avoir rencontré certains parents totalement démunis et ressentant la nécessité d'un dialogue avec l'école, dont il reste à définir les modalités. Un problème d'autorité parentale existe incontestablement, pas seulement chez les familles en grande difficulté sociale. Dès lors, c'est à aider les parents à faire leur métier de parents qu'il faut s'atteler.

b) L'idée de CONFUSION

Face à ce qui est ressenti comme un certain échec de l'école, des participants désignent comme responsables le chômage (sorte d'épée de Damoclès pesant sur l'élève, sur sa motivation ; la perte de références qu'il induit), la massification de l'enseignement, l'allongement de la durée des études... Plus profondément, chacun convient que notre société entretient un climat de confusion. Ce constat s'est imposé à tous. Ainsi, un enseignant souligne que nous sommes plongés dans un tourbillon de forces centrifuges, où il n'existe que peu d'idées autour desquelles se réunir, se retrouver. La confusion règne chez les jeunes saturés d'information par Internet. Elle règne au sein de la famille : une conseillère d'éducation révèle que les adolescents sont de plus en plus amenés à gérer les problèmes psycho-affectifs de leurs parents, à s'impliquer dans les crises familiales, placés prématurément dans une position d'adulte qu'ils ne voudront plus quitter. Désormais, personne ne sait où est sa place. Jusque là, constate-t-on, on savait, l'école savait, ce que la société demandait aux enfants. Aujourd'hui, personne ne sait où on va. Dans une société qui évolue très vite, comment savoir ce qu'on l'on demandera à un jeune dans trois ans, dans quinze ans ? Sera-t-il nécessaire d'avoir beaucoup de diplômes ? La réussite est-elle financière ou intellectuelle ? les deux sont-ils antinomiques ? Les conseils de classe de Terminales reflètent bien cette incertitude face à l'avenir, taraudés par la difficile question du « qu'est-ce qu'il veut faire ? ». Peut-être, suggère M. le Proviseur, l'enseignement général est-il plus exposé à la confusion, le lycée étant un lieu de passage, où on vient faire quelque chose (mais quoi ?), là où l'enseignement professionnel trace clairement la route future. Des enseignants réfutent cette vision des choses, soulignant que le projet professionnel n'est qu'un faux débat, que l'essentiel est d'apprendre, le savoir se suffisant à lui-même.

Nos sociétés, analyse un enseignant, ont évolué, selon une logique interne, vers une certaine forme de réussite démocratique, qui, laminant les structures traditionnelles, laisse chacun dans une illusoire liberté. Et de citer la pensée de Tocqueville, qui a expliqué le fonctionnement de la société démocratique et prévu avec un siècle d'avance la rupture de la chaîne sociale et le repli sur la sphère privée. La tyrannie peut prospérer à l'ombre des démocraties, avertissait le philosophe. Alors, s'interroge un animateur, doit-on désespérer de la démocratie ? Face à cette situation, l'école a un rôle essentiel à jouer : à elle d'apprendre aux élèves à se libérer. Or se libérer demande un effort. Paroles d'enseignants : « Eloge de la contrainte » ; « il faut entrer en esclavage pour devenir libre » ; « la société nous met dans l'instant ; or, l'instant, c'est la tyrannie ».

II. L'ECOLE EN RESISTANCE

Tous les participants - même si quelques réticences sont apparues sur le terme - ont convenu que l'école était entrée « en résistance ». Contre quoi ? contre un modèle dominant. Parole de parent : « J'ai bien aimé l'idée que l'école est là pour apprendre à être libre ». L'école tout comme les parents doit mettre en garde l'enfant contre la mentalité consumériste, lui faire aimer le savoir, pour lui-même. Apprendre, rappelle une enseignante, ce n'est pas seulement être motivé, ce n'est pas seulement avoir une motivation professionnelle. Il faut s'interroger sur le statut de l'école dans la société. Une partie des difficultés tient à cette relation imprécise entre une société et son école : quel rôle la première souhaite-t-elle voir jouer à la seconde ?

a) Tensions parents / enseignants

Une enseignante déplore qu'on ne puisse sortir d'une sorte de jeu de ping-pong où la famille et l'école se renvoient leurs griefs. Ce n'est pas ainsi qu'il faut poser le débat, met en garde un enseignant. Chacun doit faire son boulot, et c'est à un tiers que revient la responsabilité de fixer les rôles. Ce tiers de référence ne peut être que la République. Or, remarque un enseignant, cette instance tierce n'existe pas : la société obéit à des logiques multiples, celles de la mondialisation, celle de la télévision. Pour définir le tiers en question, rappelle l'un des animateurs, il faut se rappeler la notion d' « instruction civique » de l'idéal de Condorcet : l'école est là pour porter les Lumières, promouvoir l'esprit critique. L'école de Condorcet instruit, celle de Jules Ferry éduque, s'oppose aux particularismes. La réapparition de l'éducation est récente, elle s'explique par la crise morale que traverse la société.

b) Le décalage constant entre l'école et l'univers extérieur.

Les jeunes disposent à l'extérieur de l'école d'une liberté considérable, dans l'espace comme dans le temps ; c'est cette liberté qu'ils voudraient retrouver au lycée. Or ce n'est pas ce qu'on leur propose. Voilà la difficulté : comment, au sein d'une société qui se veut ultra-libérale, où chacun se croit autorisé à faire ce qu'il veut, où tout se négocie, faire exister une école où existent des contraintes ? Comment tenir tout seul un discours de l'effort ? Effort non rétribué, qui plus est, dans une société où la récompense est attendue sous une forme monnayée, où la réussite se mesure au volume du compte en banque. Dans une société qui propose des modèles de réussite facile et rapide, du joueur de tennis au candidat de la *Star Academy*. L'école ne propose rien de neuf à des jeunes assoiffés (abreuvés ?) de nouveauté, constate un intervenant.

Un enseignant déplore que face au constat d'échec de l'école, on propose en réponse une réduction du temps scolaire, on s'oriente vers une scolarisation « à la carte », où les élèves seraient libres de s'éduquer eux-mêmes. L'avenir, redoute-t-il, sera peut-être fait de trois heures de cours par jour, le reste étant consacré à l'auto-formation.

c) L'école concurrencée

L'école n'est plus la seule à apprendre. On lui préfère parfois le téléphone portable, le *e-learning* est un concept à la mode. Toutefois, un enseignant met en garde contre le rejet des nouvelles technologies. Il appelle à se servir enfin des nouveaux outils pour apprendre. Il faut intégrer les nouvelles technologies au processus d'éducation, et non pas les confiner à un rôle de *baby-sitting* (aujourd'hui, on met l'enfant devant l'ordinateur comme on l'a mis devant la télévision). L'enseignant doit accompagner, voire préparer, la recherche documentaire de l'élève sur Internet.

Deuxième débat : quelles valeurs républicaines doit proposer l'école ?

L'animateur, Patrick Boutet, lance la réflexion par deux idées-clés : définir la notion de valeur ; la valeur n'existe que portée par des individus. On parle de valeur, rappelle-t-il, lorsque rien ne va plus de soi. Nous vivons dans un monde privé d'absolu, d'arrière-monde. Par ailleurs, on n'impose pas des valeurs, on les fait désirer. Et de citer Dostoïevski : « si Dieu n'existe pas, tout est permis ». Dans une société sans Dieu, tout se vaut. Les valeurs sont par définition subjectives, relatives. Les valeurs démocratiques produisent de la fragilisation sociale. Il faut réaffirmer les valeurs de l'école dans un monde pluriel, où s'exerce la concurrence déloyale d'autres valeurs. Le document, rappelle-t-il, proposent des valeurs dites « incontestables » : l'autorité et l'universalité des savoirs ; l'interdit de la violence ; la neutralité idéologique ; la gratuité du service public d'éducation. Il lance une série de questions : Comment concilier la liberté et l'autorité des savoirs, de l'institution ? comment faire face à la culture du plaisir, du « tout, tout de suite » ? La mixité sociale signifie-t-elle égalité des chances ? cohabitation filles-garçons ? cohabitation entre différentes cultures ? La culture de la parité est-elle un idéal républicain ?

I. LES CONDITIONS , L'INTERET DU DEBAT

Un parent, en réaction à ce préambule, s'interroge sur le caractère réellement démocratique de ce débat, le qualifiant d' « orienté », le jugeant peu accessible au commun des parents à cause de la complexité des mots utilisés. Il lui est répondu qu'à chaque problème, posé de façon abstraite, répondent des situations concrètes, du « vécu ». Une élève juge les questions figurant sur la feuille du débat trop longues, trop abstraites , peu accessibles pour les élèves. Le sentiment semble répandu par ailleurs que les choses sont jouées d'avance. On parle de « consultation de façade ». On juge irréalisable de dépouiller 15000 débats en trois semaines, impossible de produire honnêtement une synthèse.

a) Deux mondes face à face : les parents / les enseignants

Un autre parent estime de son côté qu'il est difficile de s'exprimer avec des gens qui ont l'habitude de prendre la parole. Paroles de parents : « le monde enseignant fait peur ; ils parlent entre eux ». Un animateur constate que des difficultés relationnelles existent incontestablement entre parents et enseignants, faites de différence de culture, de réticences réciproques. La famille a peur de rentrer dans l'école et celle-ci redoute que les parents y prennent trop de place. Il n'existe pas de « culture de la rencontre ». On rappelle le jugement d'une partie de la population sur le monde enseignant (les grèves du printemps ? « c'est des feignants ; et les examens ? ») Un enseignant fait remarquer que ce débat était organisé pour prendre en compte toutes les composantes de l'éducation, or il semble que dans nombre de débats organisés en Charente, le public était d'abord enseignant. Dès lors, il considère pour sa part que ce débat est un échec, regrettant l'absence massive des élèves.

b) le débat : un précieux espace de parole

L'intérêt de ce débat, objecte un animateur, est d'offrir un espace de parole aux citoyens, habituellement confinés dans un rôle passif de spectateur de débats télévisés mettant en scène les élites. Monsieur le Proviseur évoque, dans le même sens, la possibilité de pérenniser la formule, en utilisant les structures existantes et les animateurs disponibles pour organiser des rencontres régulières, permettant à chacun de se faire une opinion. Chacun en convient ce jour-là, ces échanges sont utiles, précieux mêmes.

II. QUELLES VALEURS DANS LA SOCIÉTÉ ? DANS L'ÉCOLE ?

Lorsque l'on parle de valeurs, on rencontre le problème de la violence, dont la perception est contrastée. Pour certains, nous vivons dans une société violente –le cinéma, les jeux vidéo le reflètent clairement- ; pour d'autres, la société a abaissé son seuil de tolérance vis-à-vis de la violence – il suffit de constater l'évolution des mentalités vis-à-vis du bizutage, désormais proscrit - et nous vivons dans une sécurité appréciable. Un enseignant déplore que ces valeurs soient « le piston et le fric », qu'elles contaminent l'école, là où, si l'on relit la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, on devrait se fonder sur le mérite, la valeur, le savoir. Les valeurs « réussite », « travail » ne sont pas médiatisées. « Le piston et le fric », objecte un parent, ne marchent que pour des catégories sociales aisées ; ailleurs, c'est « la débrouille », voire « j'ai besoin, je prends, je trafique ». La nécessité pour l'école de remettre l'accent sur des choses consensuelles, le travail, les valeurs de la République (« Liberté, égalité, fraternité ») est soulignée. Face à la mondialisation, il faut, insiste un animateur, revenir à la proximité, à des choses simples : « apprenons à nous retrouver, nous reparler ». De nouveau, comme lors de la première partie du débat, la notion d'école « en résistance » est mise à jour. L'instituteur n'a jamais fini d'instituer la République.

a) Laisser l'école en prise sur la vie

Une enseignante s'interroge sur ce que recouvre ce terme, « résister ». « Résister, c'est tenir bon », souligne un animateur. Du coup, plusieurs options existent : sanctuariser l'école, prendre le maquis... L'essentiel est de trouver des formules qui laissent l'école en prise avec la vie. Paroles de parents : « Ouvrez les portes ! ». Résister, ce n'est pas résister *contre* d'autres personnes, suggère une conseillère principale d'éducation, c'est redonner aux élèves le désir de certaines valeurs niées par la société ultra-libérale. Le débat se focalise alors sur cette notion d'ouverture : certains enseignants considèrent que si on ouvre complètement l'école, elle sera « laminée par la société ultra-libérale » ; d'autres objectent que l'école est déjà ouverte aux influences extérieures, que les adolescents y apportent leurs idées, leur conception de la vie. Le tout est peut-être de s'ouvrir tout en refusant de démissionner sur certains points .

b) Au centre du système : « l'élève » ou « l'autorité du savoir » ?

Même si, considère une enseignante, mettre le savoir au centre du système est une évidence, d'autres considèrent que cela ne va plus de soi aujourd'hui, et d'invoquer certains exemples). Un enseignant fait remarquer que les deux formules (l'élève, puis le savoir, au centre...) illustrent un mouvement de balancier. L'essentiel est d'humaniser les lieux d'apprentissage, de choisir un juste milieu entre le « lycée-

babyfoot » et le « lycée-tableau noir ». De mettre l'accent sur les droits, mais aussi sur les devoirs de chacun.

c) L'école vigilante : rappeler les codes de conduite aux élèves

Trop souvent, des règles élémentaires de comportement (dire bonjour, ne pas s'avachir sur sa chaise, ne pas boire ou manger en cours) sont bafouées par des élèves, constate une conseillère principale d'éducation. Un animateur confirme que certains jeunes sont en « coma social », qu'il faut tous les jours leur parler pour leur rappeler l'existence de normes sociales. Un parent décrit des jeunes « déconnectés » du réel, et prédit une amplification du phénomène. Adopter un comportement adapté au lieu où l'on se trouve ne va visiblement pas de soi, pour certains. On rejoint ici le problème souvent évoqué des « incivilités ». En fait, c'est à apprendre à chacun le **respect des autres** que l'école doit se consacrer. Monsieur le Proviseur souligne à cet égard la complexité de cette valeur : au nom du respect d'autrui, de la tolérance, certaines classes sont menées par quelques individus contre lesquels l'immense majorité ne s'insurge pas. Un enseignant met en garde contre la confusion instaurée alors entre tyrannie et démocratie ; la grande « tyrannie démocratique » provient de l'excessive tolérance vis-à-vis de la liberté d'autrui. L'exemple du téléphone portable envahissant est fréquemment invoqué. A l'école de tracer les limites.

L'animateur conclut en mettant l'accent sur la notion d' « hospitalité », notion qui permet à ses yeux d'articuler, de rassembler tout ce qui a été dit. La nécessité de vivre ensemble, de fixer des règles pour vivre ensemble. L'hospitalité, c'est faire en sorte que les parents se sentent accueillis à l'école, c'est faire comprendre à l'enfant qu'il entre dans un espace au sein duquel il ne peut pas importer le mode de vie qu'il a à la maison. Tout repose sur les adultes. Parole d'enseignante : la question qui se pose est : « que devons-nous être ? » plutôt que « que devons-nous dire ? »

Débat National

Lycée de l'Image et du Son d'Angoulême

Compte rendu du débat du 03/12/03
18 heures

« Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ? »

Présentation

La notion d'égalité a plusieurs sens. L'égalité scolaire n'est pas l'égalité sociale. L'école est une micro société. Depuis Jules Ferry jusqu'à la création des ZEP en 1981, il y a une volonté qui vise à établir l'égalité des chances. Mais cela n'est-il pas une valeur lointaine, un idéal ?

Les deux questions de l'utopie scolaire sont :

l'égalité des hommes peut-elle passer par l'école ?

l'égalité est-elle améliorée par les dispositifs de 1963 ?

1/ Egalité à l'Ecole : y-a-t-il des inégalités profondes ? Par les indicateurs chiffrés on constate que en classe de 6ème il y a 2 fois plus d'enfants d'ouvriers, en classe de terminale 2 fois moins et en Ecole Supérieure un nombre infime.

Peut-on alors parler de l'école comme « ascenseur social » ?

2/ Comment améliorer l'égalité à l'école ? C'est ainsi qu'il faut poser le débat.

Débat

La société est inégale à la base, elle exige, de plus, des études longues, donc il faut des moyens. J'espère qu'il y a une égalité scolaire.

Par rapport à quoi les élèves sont-ils égaux ? Peut-on assurer la même formation à chacun ?

A notre génération il y avait beaucoup plus de fils et filles d'ouvriers et de paysans qui faisaient des études supérieures. Avec la génération d'après ce sont les enfants de cadres et d'enseignants qui y parviennent.

L'école a un rôle important à jouer pour revaloriser les filières d'enseignement et cela pose un problème économique.

Nos élèves de TES vont en BTS et IUT, alors que ceux de terminales STI et STT vont en université et n'y restent que jusqu'au DEUG. Il faudrait obliger les BTS et les IUT à accepter les autres et à ne pas tant sélectionner.

Les classes de transition permettaient l'intégration.

On pose la question des schémas de réussite mais les familles accepteraient-elles que leurs enfants aillent dans des classes de transition ? Tout le monde vise l'excellence des classes de TS. Si on réfléchit au rapport école/société et à l'âge d'or dont on parlait tout à l'heure, on constate que l'école était sacralisée « Si tu ne vas pas à l'école, tu vas au boulot ». Maintenant ce n'est plus ça.

Chaque année 100.000 élèves sortent sans diplôme.

Si l'égalité c'est l'égalité des chances, alors on peut dire qu'au contraire l'école empêche la réadaptation, la réorientation.

Un parent qui travaille en école maternelle témoigne de son histoire personnelle : elle a été en 4ème AES, a repris goût aux études et a fait une scolarité normale. Pour elle l'école doit avoir pour mission tout simplement de donner à chacun les moyens de réussir à son niveau.

A condition de ne pas renvoyer chacun dans son ghetto.

Donner plus à ceux qui ont moins, faire de la « discrimination positive ».

Oui les 4 èmes technologiques, les 4èmes AES (aide et soutien) débouchaient sur la 4^{ème} d'insertion. Mais maintenant on supprime la formation en alternance. 60.000 élèves étaient réintégrés. Dans les années 80-90 les lycées Techniques avaient de l'importance, les classes

de STI étaient à 12 élèves. Mais la formation technologique coûte cher, il aurait fallu réorienter davantage.

Les classes parallèles se ferment toutes seules, car les parents ne veulent pas que leurs enfants soient stigmatisés.

Quand on redouble on est en échec scolaire

Une grosse classe donne des inégalités plus grandes.

Des élèves sont refusés en BEP et doivent redoubler leur 3^{ème}, puis lorsqu'il n'y a toujours pas de place en BEP ils se retrouvent en échec en 2^{de} au LISA.

C'est l'exemple d'une mauvaise orientation.

Les élèves sont traités de manière égale mais ce sont les élèves qui sont différents. Donner plus à ceux qui ont besoin c'est de l'équité. Le traitement est égal mais le sentiment d'inégalité persiste.

Ce n'est pas tant l'élève mais la famille qui vit mal le redoublement.

Le passage de 5^{ème}/4^{ème} est automatique, si les parents l'exigent, le passage 4^{ème}/3^{ème} non.

Il y a danger si l'égalité c'est pour tout le monde pareil, parce que s'il y a discrimination positive, alors tout le monde va en terminale S. Si la société arrive à reconnaître qu'on aura besoin d'artisans et pas que de « cols blancs » il faudra accepter et provoquer des projets différents.

Il faut arrêter de déterminer les élèves en seconde. Impossibilité pour un élève en 1^{re} L de devenir médecin. Ceci est vrai à tous les niveaux. La réussite exemplaire des Lycées Professionnels en pédagogie est ignorée, et à la sortie les élèves ne seront pas reconnus.

Lorsqu'on parle de métiers différents des nôtres on stigmatise. Oui il y a eu une réussite pédagogique des LP. La notion d'argent dans les années 50 n'était pas la même, dès 13-14 ans on envoyait l'enfant en apprentissage. Maintenant l'apprentissage est rémunéré. Ce qui va disparaître c'est le contrat de qualification. Cela vient de l'organisation de la société.

Les commissions européennes ont statué sur la définition d'un enseignement qui donnerait un minima en lettres et mathématiques et serait donc égalitaire. Cela est inquiétant car en parallèle il faudra suivre une formation payante. En 1995 il y a eu un livre blanc sur l'éducation. Se méfier de cette notion d'égalité qui minimise l'enseignement.

La transmission de la culture est problématique.

A l'école primaire l'inégalité commence au niveau du langage. Cela commence donc très tôt, c'est là qu'il faudrait recentrer.

L'école ne peut pas être indifférente aux schémas de réussite, elle doit se soucier d'une égalité citoyenne, culturelle et d'acquisition des savoirs.

Les textes disent bien que l'école veut mener à l'excellence, par discrimination positive.

L'égalité passe-t-elle par les quotas ?

Il y a des éléments de blocage qui font que certains ne seront pas acceptés dans les grands lycées parisiens.

Où l'égalité ne serait-ce pas de permettre à chacun de faire son choix ?

Si l'inégalité n'existait qu'au niveau de l'école primaire, cela irait. Mais il y a en plus un déterminisme social. Il faut donc « forcer », au niveau politique, comme pour la parité.

A l'IEP de Paris il y a déjà le système des quotas. Il faudrait en plus donner des bourses à long terme pour les élèves.

Il faudrait lutter contre un déterminisme économique et financier.

On n'a pas l'idée ni la représentation de ce qu'est le bon parcours, moi je suis en 1^{re}S, je ne sais pas ce que je veux faire. Les « grandes écoles » cela ne représente rien pour moi.

Où ce sont les mentalités qui sont bloquées. On ne manque pas d'informations, on a trop d'informations. Il s'agit plutôt d'appropriation. Informer n'est pas communiquer.

On ne peut pas choisir ce que l'on ne connaît pas.

L'école portait l'ambition de la famille, mais la notion de « suivi » a disparu.

Pourquoi revenir tant en arrière ? Certes, l'héritage est important mais les jeunes vivent avec leur temps.

Il y a plus d'élèves qu'avant. La massification n'est pas encore devenu une véritable démocratisation. Il faut trouver des valeurs communes à promouvoir, l'école pourrait être le lieu de l'humanisation, de l'émancipation par d'autres voies. Poser des valeurs et s'entendre sur ces valeurs. Sortir de l'école c'est rester curieux.

Il y avait ici un BEP et un cinéclub. Ces élèves étaient captivés, en sortant de la salle ils disaient « jamais je ne serais allé voir ce film de moi-même »

« Lycéens au cinéma » auquel nous participons avec nos élèves depuis plusieurs années, vise aussi à cette ouverture culturelle. **L'école doit ouvrir les yeux, donner un autre regard sur la vie...donner envie d'apprendre, à tous et à chacun.**

Compte rendu débat sur l'école LISA

Thème n° 08 : comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Animateur : MH Popelard

Rapporteur : B. Popelard

Présents : 25 professeurs

6 élèves

4 parents

MH Popelard commence par rappeler les sources du problème.

La question de la motivation, - jusqu'à la fin du XIX ème siècle on l'appelait « intérêt » - , est vieille de 2500 ans mais on y répondait souvent par une prescription de type volontariste : il suffit de vouloir pour surseoir au plaisir immédiat et s'engager dans le travail. Il convenait donc de plier les consciences les plus rétives. C'est avec Rousseau, que s'amorce un virage sinon une révolution vraiment copernicienne. Si désormais toute demande de connaissance est d'abord « demande d'amour », c'est en se centrant sur les dispositions affectives plus que sur les capacités cognitives qu'on peut espérer faire naître un désir d'apprendre, afin que circule entre le maître et l'enfant , ce que le philosophe Jankélévitch appelle « un ne sais quoi ou un presque rien » qui fait l'essentiel de l'apprentissage, un peu de désir. Mais la révolution est mince tant qu'on n'oppose pas radicalement les motivations externes, sanctions ou récompenses, aux motivations internes à l'acte d'apprentissage. Il faut attendre les toutes dernières décennies pour que la préoccupation des enseignants devienne celle de savoir comment imaginer des situations d'apprentissage telles que se mobilisent nécessairement les capacités d'apprendre chez les élèves les plus en difficulté.

Face à la question du désir, la pédagogie est restée longtemps partagée entre deux courants extrêmes : les défenseurs de l'humanisme selon lequel, si l'humanité a mis des millénaires à accumuler un patrimoine et si l'enfant n'a que quelques années pour l'intérioriser, il faut l'y contraindre ; de l'autre les tenants d'une éducation négative, voire spontanéiste qui attendent patiemment que le désir émerge de lui-même avant d'entreprendre tout apprentissage. Il va de soi que c'est dans la réconciliation dialectique de ces deux positions antinomiques que se trouvera un début de solution.

Afin de débattre de cette question MH Popelard suggère de poser dans un premier temps un diagnostic avant de proposer les solutions .

1. L'état des lieux

-Une première intervention souligne que l'ennui est aujourd'hui revendiqué comme si la parole s'était libérée mais on ajoute que de toute façon l'école n'étant pas le lieu de la facilité, de l'immédiateté, toute pratique du détour impose des efforts.

-A cela s'ajoute, souligne un autre enseignant, la massification qui confronte les professeurs à des publics de plus en plus hétérogènes pour lesquels l'attitude désintéressée face au savoir ne va pas de soi. Un usage pragmatiste de l'école et surtout une certaine habitude à vivre le temps social selon des rythmes accélérés rendent d'autant plus difficile la tâche du professeur qui doit convaincre que tout apprentissage suppose, comme le dit Rousseau, qu'on consente à perdre du temps pour en gagner.

-Mais l'ennui n'est-il pas au fond structurant, comme l'écrivait Hegel et ne confond-on pas démotivation avec ennui ? L'ennui au lycée n'implique pas l'échec. D'ailleurs le lycée est déjà le lieu d'une réussite relative, comparée au collège. L'ennui peut aussi être le symptôme d'une difficulté à entrer en communication avec le discours de l'enseignant, compte tenu d'immenses lacunes. Difficiles, impossibles à combler.

-C'est l'échec qui démotive et c'est l'échec qui aura des conséquences beaucoup plus graves que l'ennui passager à partir du moment où l'enfant n'imagine plus de perspectives d'avenir.

2. les moyens pédagogiques et leur efficacité

- Une enseignante suggère de poursuivre la politique de diversification des filières et des options dans lesquels les enfants qui les ont choisis se montrent beaucoup moins passifs. Ainsi les élèves qui ont choisi l'option théâtre vivent le reste des enseignements avec un autre état d'esprit. La convivialité encourage l'enthousiasme et la confiance en soi : la prise de parole dans le groupe est plus facile et la pédagogie de projet les a habitués à lever une bonne partie de leurs inhibitions.

- Les parents soulignent que les options à profil artistique sont de bons moyens pour lutter contre l'échec en encourageant l'enfant à se mettre en jeu.

-Les enseignants tombent d'accord pour reconnaître la nécessité de projets collectifs porteurs et embrayeurs de motivations. Une enseignante fait la comparaison avec les classes de transition qui conduisaient les enfants en difficulté à s'investir dans des directions multiples.

-Mais au-delà de l'intérêt unanimement reconnu aux expériences de TPE ou de projets interdisciplinaires, on mesure bien que ce ne sont pas ces moyens là qui parviennent à réduire les écarts entre les élèves ; ces pédagogies aussi conviviales et finalisantes soient-elles marginalisent les enfants en difficulté et distribuent souvent les rôles en fonction de compétences préétablies. Le gain en motivation ne suffit donc pas à résoudre la question de l'échec.

- Peut-être faudrait il envisager une réduction des effectifs pour promouvoir des aides plus personnalisées. Quant à l'aide informatique, elle est de plus en plus incontournable mais elle manque de convivialité.

Conclusion :

L'école doit à la fois humaniser et émanciper. Compte tenu de ces missions complémentaires, on peut dégager deux propositions :

1. **Emancipation** : poursuivre dans la voie des projets et des travaux interdisciplinaires qui sollicitent l'implication des élèves les moins motivés.
2. **Humanisation** par la transmission du patrimoine : créer les conditions d'un enseignement plus personnalisé pour permettre à de plus en plus d'enfants d'atteindre des objectifs de valeur égale par des voies différentes.

Tout en respectant la diversité des vocations, quelles soient manuelles ou intellectuelles, il faudrait que chaque élève puisse sortir de l'école à la fois avec un mode d'emploi de la culture et les moyens de construire un jugement personnel